

(N° 376.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1924.

Projet de loi

approuvant le **Traité de Commerce** conclu, le 3 juillet 1924, entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Canada.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Depuis plus d'un quart de siècle, aucun statut conventionnel ne régit plus les relations commerciales entre la Belgique et le Canada. C'est en 1897, en effet, que fut dénoncé le traité de commerce et de navigation de 1862 entre la Belgique et le Royaume-Uni, accord qui assurait à nos marchandises, dans les colonies britanniques, le traitement même dont bénéficiaient les produits métropolitains.

Depuis cette date, plusieurs tentatives furent faites pour arriver à une entente entre la Belgique et le Canada. Ce pays avait désormais un triple tarif douanier : un tarif préférentiel dont jouissaient exclusivement les marchandises britanniques; un tarif intermédiaire appliqué aux États étrangers auxquels le Canada réservait un traitement favorable ; un tarif général auquel étaient soumis, en principe, les États avec lesquels le Canada n'avait point de traité de commerce.

En 1910, nous obtinmes qu'en attendant le traité de commerce, dont nous souhaitions la conclusion, le tarif intermédiaire fût appliqué à certains de nos produits.

Au cours de la guerre, nous insistâmes à plusieurs reprises pour qu'un traitement plus favorable nous fût accordé. Ces démarches, quelle que fût la sympathie dont notre pays était entouré, n'aboutirent point à ce moment.

De nouvelles négociations furent engagées fin 1922. Le 12 mars 1924, un Ordre en Conseil nous apporta enfin une satisfaction préliminaire : l'application du tarif intermédiaire, jusque-là limité à quelques-uns de nos produits, fut étendue à tous.

Cependant, plusieurs de nos industries les plus importantes restaient exclues du bénéfice des réductions conventionnelles consenties par le Canada à la France et dont, avec celle-ci, jouissaient l'Italie, l'Espagne, la Suisse, les Pays Scandinaves, le Japon, ainsi que plusieurs États de l'Amérique du Sud. Nous demeu-

rions donc, sur le marché canadien, à l'égard de ces pays, dans une situation de sérieuse infériorité.

Le traité, signé à Ottawa, le 3 juillet 1924, met fin à cet état de choses. Fondé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, il se présente sous une forme extrêmement simple. Il ne comprend pas plus de cinq articles, où ce traitement est stipulé en ce qui concerne le régime des importations, des exportations et du transit ; l'article final assure le bénéfice de ces dispositions à notre colonie, ainsi qu'aux territoires dont le mandat a été confié à la Belgique ; il fixe à l'accord un terme de quatre années qui, sauf préavis de douze mois, peut se prolonger par tacite reconduction sans limitation de durée.

Ces dispositions, en dépit de leur brièveté, nous apportent des avantages substantiels.

Le marché canadien absorbe pour environ 100 millions de francs de nos produits, parmi lesquels les articles manufacturés ont de loin la part la plus importante.

Les importations de marchandises canadiennes en Belgique ont sans doute une valeur totale beaucoup plus considérable, mais elles comprennent pour plus de 99 p. c. des grains ou des matières premières. Toutes ces marchandises sont déjà en fait soumises, dans notre pays, à nos droits de douane les plus réduits, quand elles ne bénéficient pas d'une franchise complète.

Ainsi, tandis que l'application de la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans le traité ne modifiera en rien le régime présent des marchandises canadiennes en Belgique, par contre elle apportera à plusieurs branches de notre production une sensible amélioration de traitement. Nos conserves alimentaires, nos verres à vitre, nos glaces, nos articles de table en faïence et en porcelaine, nos fils, tissus, couvertures, dentelles, articles confectionnés ; nos boulons, rivets, clous, fils, toiles métalliques ; nos locomotives, voitures de tramways, automobiles, bandages en caoutchouc ; notre matériel électrique ; nos pianos et autres instruments de musique, etc. bénéficieront, par rapport aux droits auxquels ils sont actuellement soumis, de détaxes s'élevant à 10 p. c., 15 p. c., 27 p. c. jusqu'à atteindre, dans certains cas, le niveau du tarif préférentiel.

Le traité du 3 juillet 1924 est une heureuse consécration des relations cordiales qui lient l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Canada ; il donnera à leurs échanges commerciaux le statut qui leur était depuis longtemps nécessaire. Les avantages qu'il nous apporte ne peuvent manquer d'exercer sur nos exportations une influence particulièrement favorable dont il est désirable que notre industrie puisse à bref délai tirer profit.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. HYMANS.



TRAITÉ DE COMMERCE

entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Canada.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en Son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES D'AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, également animés du désir de développer les relations commerciales entre les territoires de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et le Canada, de l'autre, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Florent DE SELYS-FANSON, Conseiller de légation commissionné en qualité de Consul général à Ottawa.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES D'AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

L'Honorable James-Alexandre ROBB, Membre de l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement canadien, faisant fonction de Ministre des Finances et de Receveur Général du Canada ;

L'Honorable Henri SEVERIN BELAND, Membre de l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement canadien, Ministre de la Santé publique et du Département de la Réintégration civile des soldats du Canada ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise importés au Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada importés dans les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux produits similaires de tout autre pays étranger. Par ailleurs, il ne sera maintenu ni établi aucune prohibition ni restriction à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise au Canada ou à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie du Canada dans les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise qui ne soit applicable en même temps à l'importation des produits du sol ou de l'industrie similaires de

tout autre pays étranger. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux prohibitions d'ordre sanitaire ou autre, reconnues nécessaires pour la protection des personnes, des bestiaux ou des plantes utiles à l'agriculture.

ARTICLE 2.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise exportés vers le Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada exportés vers les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus à l'exportation des articles similaires vers tout autre pays étranger. Par ailleurs, il ne sera établi aucune prohibition ni restriction à l'exportation d'un produit quelconque des territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise vers le Canada ou du Canada vers les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise qui ne soit en même temps applicable à l'exportation d'articles similaires vers tout autre pays étranger.

ARTICLE 3.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise en transit à travers le Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada en transit à travers les territoires de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise seront réciproquement exempts de tous droits de transit soit qu'ils traversent directement lesdits territoires, soit que, en cours de transit, ils soient transbordés, entreposés, ou rechargés.

ARTICLE 4.

Il est entendu que pour tout ce qui regarde l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, le Canada accorde à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise accorde au Canada le traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 5.

Le terme « Union Economique belgo-luxembourgeoise », chaque fois qu'il est mentionné dans la présente convention, comprendra les colonies et possessions de la Belgique, ainsi que les territoires dont la Belgique est mandataire en vertu des dispositions du Pacte de la Société des Nations.

La présente convention, après avoir été approuvée par les Parlements canadien et belge, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Ottawa dans le plus bref délai possible. Elle sera mise en vigueur immédiatement après l'échange des dites ratifications et engagera les Parties Contractantes pour une période de quatre années à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties

Contractantes n'a notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période de quatre années, son intention de mettre fin à la présente convention, celle-ci restera en vigueur et ne cessera ses effets qu'un an après que l'une des Parties Contractantes aura signifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité rédigé en anglais et en français, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ottawa, ce 3 juillet 1924.

(s) F. de SELYS FANSON

(s) J. A. ROBB,

(s) H. S. BELAND.

(6)

(N° 376.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handelsverdrag gesloten den 3^e Juli 1924 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Canada.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Sedert meer dan een kwart eeuw werden de handelsbetrekkingen tusschen België en Canada niet meer beheerscht door een op een verdrag steunend statuut. Het is immers in 1897 dat het handels- en scheepvaartverdrag van 1862 tusschen België en het Vereenigd Koninkrijk werd opgezegd, welke overeenkomst aan onze goederen in de Britsche Koloniën dezelfde behandeling verzekerde als die welke de voortbrengselen uit het moederland genoten.

Sedert dezen datum werden verschillende pogingen gedaan om tot eene verstandhouding tusschen België en Canada te geraken. Van toen af had dit land een drievoudig tolltarief : een voorkeurstarief, waarvan uitsluitend de Britsche koopwaren genoten; een tusschentarief, toegepast op de vreemde Staten waaraan Canada een gunstige behandeling verleende; een algemeen tarief, waaraan in beginsel alle Staten onderworpen waren waarmede Canada geen handelsverdrag had.

In 1910 verkregen wij dat, in afwachting van het handelsverdrag hetwelk wij wenschten te sluiten, het tusschentarief op zekere onzer voortbrengselen werd toegepast.

Gedurende den oorlog drongen wij verscheidene malen aan opdat ons een meer gunstige behandeling zou verleend worden. Deze stappen hebben op dat oogenblik tot geen uitslag geleid, ondanks de sympathie waarmede ons land omgeven was.

Nieuwe onderhandelingen werden einde 1922 aangeknoopt. Den 12^e Maart 1924 gaf een Raadsbesluit ons eindelijk een begin van voldoening : de toepassing van het tot dan toe op slechts enkele onzer voortbrengselen toegepaste tusschentarief werd tot alle uitgebreid.

Echter bleven verscheidene onzer belangrijkste nijverheden uitgesloten van

het voordeel der op een verdrag berustende verminderingen door Canada aan Frankrijk toegestaan en waarvan met dit land Italië, Spanje, Zwitserland, de Scandinavische landen, Japan, alsmede verschillende Staten van Zuid-Amerika, het genot hadden. Op de Canadeesche markt bleven wij dus ten opzichte van deze landen in een toestand van ernstige ondergeschiktheid.

Het op 3 Juli 1924 te Ottawa geteekende verdrag stelt een einde aan dezen stand van zaken. Berustend op de wederzijdsche behandeling van de meestbegunstigde natie, vertoont het zich onder een uiterst eenvoudigen vorm. Het omvat niet meer dan vijf artikelen waarin deze behandeling vastgesteld is wat betreft het regime van den in-, nit- en doorvoer; het slotartikel verzekert het voordeel dezer beschikkingen aan onze Kolonie zoowel als aan de grondgebieden waarover een mandaat aan België werd toevertrouwd; het bepaalt voor het verdrag een termijn van vier jaar die, bij gebrek aan opzegging twaalf maanden op voorhand, zich door stilzwijgende hernieuwing kan verlengen zonder beperking van den duur.

In weerwil van hunne bondigheid geven deze beschikkingen ons wezenlijke voordeelen.

De Canadeesche markt neemt ons voor ongeveer 100 millioen van onze voortbrengselen af, waaronder de afgewerkte artikelen verreweg de belangrijkste plaats innemen.

De invoeren van Canadeesche koopwaren in België hebben ongetwijfeld een veel belangrijker gezamenlijke waarde, maar zij omvatten voor meer dan 99 t. h. granen en grondstoffen. Al deze koopwaren zijn feitelijk in ons land reeds aan de laagste tolrechten onderworpen, wanneer zij niet het voordeel van een volledige vrijstelling genieten.

Zoodus, terwijl de toepassing der in het Verdrag opgenomen clause van meestbegunstiging in geene deele het thans bestaande regime der Canadeesche koopwaren in België zal wijzigen, zal zij daarentegen aan talrijke takken onzer voortbrengst een gevoelige verbetering van behandeling bezorgen. Onze ingemaakte eetwaren, ons vensterglas, onze spiegels, onze tafelserviezen in aardewerk en in porcelein, onze garens, onze weefsels, dekens, kanten, confectie-artikelen; onze bouten, klinknagels, nagels, draden, metaalgazen, onze lokomotieven, tramrijtuigen, automobielen, rubberbanden, ons electrisch materiaal, onze piano's en andere muziekinstrumenten, enz., zullen, in verhouding tot de rechten waaraan zij thans onderworpen zijn, verminderingen van rechten genieten welke 40 t. h., 15 t. h., 27 t. h. zullen bedragen en in zekere gevallen zelfs het peil van het voorkeurstarief zullen bereiken.

Het verdrag van 3 Juli is eene gelukkige bevestiging van de hartelijke betrekkingen die tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Canada bestaan; het zal aan hunne handelsbetrekkingen het statuut geven dat hun sinds lang noodig was. De voordeelen die het ons verstrekt kunnen niet nalaten op onzen uitvoer een bijzonderen gunstigen invloed uit te oefenen, waaruit het wenschelijk is dat onze nijverheid binnenkort voordeel kunne trekken.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

HANDELSVERDRAG

tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Canada.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijn naam als in naam HARER KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG, krachtens bestaande overeenkomsten, en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOTBRITTANNIË EN IERLAND, EN VAN DE OVERZEESCHE BRITSCH BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË, evenzeer bezielde met den wensch de handelsbetrekkingen tusschen het grondgebied van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, eenerzijds, en Canada, anderzijds, uit te breiden, hebben besloten te dien einde een overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Florent DE SELYS FANSON, Gezantschapsraad, aangesteld in hoedanigheid van Consul-generaal te Ottawa.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN GROOTBRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE OVERZEESCHE BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Honorable James Alexander ROBB, Lid van den honorable Geheimen Raad van Zijne Majesteit voor Canada, Lid van het Canadeesch Parlement, dienstdoend Minister van Financiën en Algemeen Ontvanger van Canada; en

Den Honorable Henri SEVERIN-BELAND, Lid van den honorable Geheimen Raad van Zijne Majesteit voor Canada, Lid van het Canadeesch Parlement, Minister van Openbare Gezondheid en van het Departement voor de wederopneming der Canadeesche soldaten in het burgerlijk leven.

Welke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegeedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL EEN.

De voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond ingevoerd in Canada en de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van Canada ingevoerd in de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, zullen aan geene andere noch hoogere rechten of taxen onderworpen worden dan die welke toegepast worden of zullen worden op de gelijkaardige voortbrengselen van elk ander vreemd land. Van den anderen kant, zal op den invoer van gelijk welk voortbrengsel van den grond of van de nijverheid der grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond in Canada of op den invoer van gelijk welk voortbrengsel van den grond of van de nijverheid van Canada in de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch

Verbond geene verboden noch beperkingen gehandhaafd noch ingesteld worden welke niet eveneens van toepassing zouden zijn op den invoer van gelijkaardige voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van elk ander vreemd land. Deze laatste bepaling is niet van toepassing op de verboden van sanitairen of anderen aard noodig geacht voor de bescherming van personen, dieren of voor den landbouw nuttige planten.

ARTIKEL 2.

De voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond uitgevoerd naar Canada en de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van Canada uitgevoerd naar de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, zullen aan geene andere noch hoogere rechten onderworpen worden dan die welke op gelijkaardige artikelen zullen geheven worden bij den uitvoer naar elk ander vreemd land. Van den anderen kant zal op den uitvoer van gelijk welk voortbrengsel van de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond naar Canada of van Canada naar de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond geene verboden of beperkingen gesteld worden welke niet eveneens van toepassing zouden zijn op den uitvoer van gelijkaardige artikelen naar elk ander vreemd land.

ARTIKEL 3.

De voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond, die in doorvoer reizen door Canada en de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid van Canada die in doorvoer reizen door de grondgebieden van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van alle doorvoerrechten, hetzij zij rechtstreeks door gezegde grondgebieden reizen, hetzij zij in den loop van den doorvoer overgeladen, in stapelhuizen opgeslagen of opnieuw geladen worden.

ARTIKEL 4.

Het is verstaan dat voor alles wat den invoer, den uitvoer en den doorvoer der koopwaren betreft, Canada aan het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond aan Canada de behandeling van de meestbegunstigde natie verleent.

ARTIKEL 5.

De benaming « Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond », zal, telkens zij in deze overeenkomst vermeld wordt, de koloniën en bezittingen van België omvatten, alsmede de grondgebieden waarover België lasthebber is krachtens de beschikkingen van het Pact van den Volkenbond.

Deze Overeenkomst zal, na goedgekeurd te zijn door het Canadeesch en het Belgisch Parlement, bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen binnen den kortst mogelijken tijd te Ottawa uitgewisseld worden. Zij zal onmiddellijk na de uitwisseling van gezegde bekrachtigingen in werking treden en zal de Verdragsluitende Partijen binden voor een tijdverloop van vier jaar te rekenen van den datum waarop zij in werking is getreden. Indien twaalf maanden voor het verstrijken van gezegde tijdruimte van vier jaar geen der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis heeft gegeven van haar voornemen aan deze Overeenkomst een einde te stellen, zal deze van kracht blijven en zal hare werking slechts ophouden één jaar nadat eene der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis zal gegeven hebben van haar voornemen ze op te zeggen.

Ter oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit in de Engelsche en de Fransche taal opgestelde verdrag onderteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan te Ottawa, den 3^o Juli 1924.

(g.) FL. DE SELYS-FANSON.

(g.) J.-A. ROBB,

(g.) H.-S. BELAND.

(6)

ANNEXE AU N° 376.

BIJLAGE VAN N° 376

PROJET DE LOI

approuvant le Traité de Commerce conclu, le 3 juillet 1924, entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Canada.

Albert,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce conclu, le 3 juillet 1924, entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Canada sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1924.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères,

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het den 3^{er} Juli 1924 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Canada gesloten Handelsverdrag.

Albert,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL

Het op 3 Juli 1924 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Canada gesloten Handelsverdrag zal zijne volle en geheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 11^{er} Juli 1924.

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

